

Chômage des immigrés : le poids des inégalités sociales et des discriminations

11 mai 2021



13,6 % des immigrés sont au chômage contre 7,8 % des personnes nées en France, selon l'Insee (données 2019). Le taux atteint 15,7 % pour les actifs nés hors de l'Union européenne. Cet écart est d'abord lié au niveau de qualifications : les immigrés sont en moyenne moins diplômés que les personnes nées en France. 40 % des immigrés de 15 à 64 ans disposent au maximum du brevet des collèges ou du certificat d'études primaires, contre 26 % pour l'ensemble de la population de cette tranche d'âge vivant en France, selon l'Insee (données 2014, dernière année disponible).

Lecture : 13,6 % des actifs immigrés sont au chômage, contre 7,8 % des Français nés en France.

Source : Source : calculs de l'Observatoire des inégalités d'après l'Insee – Données 2019 – © Observatoire des inégalités

Mais le niveau de diplôme n'explique pas tout. À niveau de diplôme équivalent, le taux de chômage des immigrés demeure supérieur. Ainsi, 18,8 % des immigrés titulaires d'un baccalauréat sont au chômage, contre 9,8 % des Français nés en France du même niveau de diplôme, soit deux fois plus. Pour les titulaires d'une licence et plus, les chiffres sont respectivement de 11,4 % et 5 % (données 2016 de l'Insee).

Les immigrés les plus récemment arrivés peuvent maîtriser imparfaitement la langue française, ce qui constitue une difficulté pour occuper certains emplois. De plus, ils ne disposent pas tous des mêmes réseaux de relations dans le monde du travail que les personnes nées en France : rien de tel pour obtenir un poste que d'avoir quelques relations bien placées. En outre, les immigrés qui n'ont pas la nationalité française, ou qui ne sont pas originaires d'un pays de l'Union européenne, sont exclus d'environ 5,4 millions d'emplois (voir encadré), soit un poste de travail sur cinq. Enfin, les immigrés subissent des discriminations qui restent difficiles à quantifier, même si les opérations dites de *testing* [1] prouvent leur existence. Leur impact global sur le taux de chômage est moindre, mais ces discriminations sont ressenties de façon particulièrement violente par ceux qui les subissent.

Taux de chômage selon le diplôme et l'origine

Unité : %

Licence et plus

Bac + 2

Bac

CAP, BEP

Brevet des collèges

Aucun diplôme ou CEP

Cinq millions d'emplois demeurent fermés aux étrangers

Ensemble

5,7

5,7

10,5

10,8

14,4

19,4

Selon notre estimation, en France, [cinq millions d'emplois sont interdits aux personnes qui ne disposent pas de la nationalité d'un pays de l'Union européenne](#). Pour environ quatre millions d'entre eux, il s'agit de postes de la fonction publique qui relèvent de missions « de souveraineté » (militaires, policiers, fonctionnaires des impôts par exemple), mais aussi de la fonction publique d'État et des collectivités territoriales (à l'exception des médecins des hôpitaux et des enseignants de l'université). Impossible pour un étranger extra-européen d'être professeur des écoles ou employé de mairie titulaire, par exemple. S'y ajoutent environ un million d'emplois du secteur privé interdits aux étrangers non européens (débitants de boissons, buralistes, etc.), dont l'accès nécessite un diplôme français (infirmiers hors hôpitaux, techniciens de laboratoire médical, opticiens, etc.) ou une autorisation d'exercer (médecins, pharmaciens, avocats, etc.). Au total, ces interdictions ou restrictions concernent un emploi sur cinq en France.

Photo / © Anaya Katlego

[1]Le *testing* est une opération qui consiste à envoyer, ici dans le domaine du travail, des CV pour un même poste où seule l'origine des candidats change et où l'on mesure la part de ceux qui obtiennent un entretien.

-
- Emplacement :
[Accueil](#) > [Français et étrangers](#) >
 - Adresse de cet article : <https://www.discrimination.fr/Chomage-des-immigres-le-poids-des-inegalites-sociales-et-des-discriminations>